



Alain Rousset et Guillaume Pepy, ultime négociation ce mardi ?

lundi 8 février 2016, par [lpe](#)

Le bras de fer s'intensifie entre la SNCF et le président de Région Alain Rousset.

Différents points de désaccord subsistent et aucune avancée significative n'est à souligner. Alain Rousset se rendra donc à Paris ce mardi pour une ultime négociation avec Guillaume Pepy, président du directoire de la SNCF. L'étape suivante, en cas d'échec, serait un arbitrage du Secrétaire d'Etat chargé des transports : Alain Vidalies.

Alain Rousset est un ardent défenseur de la LGV pour ce qu'elle représente en termes d'infrastructures, d'attractivité pour le territoire, de source de développement. Il souhaite donc, comme tous les élus locaux, qu'un nombre minimum de rotations quotidiennes soient mises en place : au moins 17 allers-retours directs et 16 liaisons TGV desservant les gares entre Bordeaux et Paris. Or, la SNCF, qui doit s'acquitter d'une redevance à LISEA (Concessionnaire de la LGV SEA) pour chaque kilomètre parcouru, préférerait réduire le nombre de rotations mais mettre en place des trains "duplex" permettant de transporter davantage de voyageurs en une fois.

La rentabilité apparaît donc comme un paramètre difficilement atteignable sur cette ligne, mais pour Alain Rousset, c'est le service public qui doit être rendu, comme pour les TER. Il demandera également lors de ce rendez-vous que le comité de suivi prévu dans la convention initiale article 3 soit enfin mis en place ([une demande déjà formulée dans le courrier du 20 février 2015 à lire ici, ainsi que la réponse de Guillaume Pepy](#)).

Autre point de discorde : le refus d'un impact sur le plan de transport sur la zone de l'ancienne région Aquitaine, en raison du manque de conducteurs. *"Parce qu'il manque 20 conducteurs, il est prévu de supprimer 26 trains chaque jour de février à juin dont 24 en heures de pointe correspondant à une diminution de 5,4% de l'offre. Les conséquences à craindre pour les usagers seront une dégradation supplémentaire des conditions de transport (2 300 usagers impactés qui devront modifier leurs modalités de déplacement, surcharge prévisible des trains en heure de pointe, etc.). Cela n'est pas acceptable pour la Région."*

CR